

Karl MARX

TRAVAIL SALARIE ET CAPITAL¹

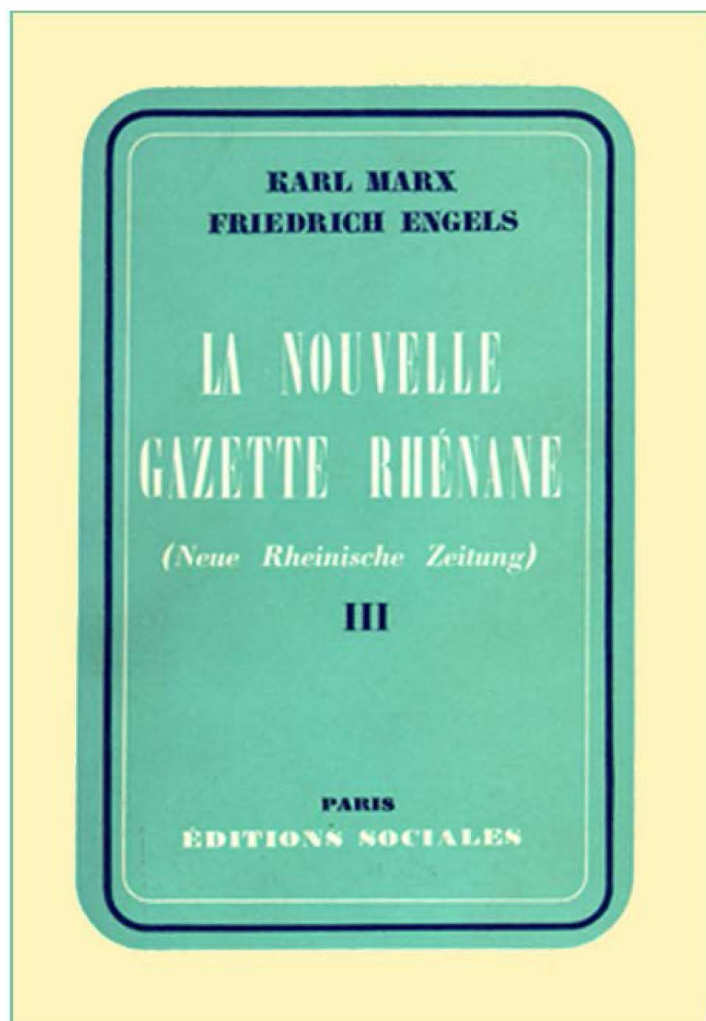
Cologne, le 4 avril.

De différents côtés on nous a reproché de n'avoir pas exposé les *rappports économiques* qui constituent de nos jours la base matérielle des combats de classe et des luttes nationales. C'est à dessein que nous n'avons fait qu'effleurer ces rapports là seulement où ils éclataient directement en collisions politiques.

Il s'agissait avant tout de suivre la lutte des classes dans l'histoire de chaque jour et de prouver, de façon empirique, sur la matière historique existante et renouvelée quotidiennement, que l'assujettissement de la classe ouvrière réalisé par Février et Mars² avait amené du même coup la défaite des adversaires de celle-ci — les républicains bourgeois en France et les classes bourgeoises et paysannes en lutte contre l'absolutisme féodal sur tout le continent européen; que la victoire

1. Les conférences que Marx fit, en 1847, à l'Association des ouvriers allemands de Bruxelles forment la base de ces articles. L'engagement contenu dans le « à suivre » qui se trouve à la fin de l'article du n° 269 du journal ne fut point tenu par suite des événements qui se précipitaient alors: l'invasion russe en Hongrie, les insurrections à Dresde, Iserlohn, Elberfeld, dans le Palatinat et le Bade, et qui amenèrent la suppression du journal lui-même (19 mai 1849). On n'a point retrouvé le manuscrit de la suite dans les œuvres posthumes de Marx. Nous donnons ici le texte original tel qu'il fut publié dans la *Nouvelle Gazette rhénane*. En 1891, Engels prépara une réédition de cette brochure qu'il remania légèrement pour mieux l'adapter aux circonstances de l'époque. Il la fit précéder d'une préface qui a déjà été publiée en France (Cf. *Travail, salarie et capital*, suivi de *Salaire prix et profit*, Paris, Editions sociales, 1968).

2. Allusion aux révolutions des 23 et 24 février à Paris, du 13 mars à Vienne et du 18 mars à Berlin.



de la « République honnête » en France fut en même temps la chute des nations qui avaient répondu à la révolution de Février par des guerres d'indépendance héroïques; qu'enfin l'Europe, par la défaite des ouvriers révolutionnaires, était retombée dans son ancien double esclavage, l'esclavage *anglo-russe*. Les combats de juin à Paris, la chute de Vienne, la tragi-comédie de novembre, à Berlin, les efforts désespérés de la Pologne, de l'Italie et de la Hongrie, l'épuisement de l'Irlande par la famine — tels furent les moments principaux où se concentra en Europe la lutte de classe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière et qui nous permirent de démontrer que tout soulèvement révolutionnaire, aussi éloigné que son but puisse paraître de la lutte des classes, doit nécessairement échouer jusqu'au moment où la classe ouvrière révolutionnaire sera victorieuse, que toute réforme sociale reste une utopie jusqu'au moment où la révolution prolétarienne et la contre-révolution féodale se mesureront par les armes dans une *guerre mondiale*. Dans notre présentation, comme dans la réalité, la *Belgique* et la *Suisse* étaient des tableaux de genre, tragi-comiques et caricaturaux, dans la grande fresque de l'histoire, l'une présentée comme l'État modèle de la monarchie bourgeoise, l'autre comme l'État modèle de la République bourgeoise, États qui s'imaginaient tous deux être aussi indépendants de la lutte des classes que de la révolution européenne.

Maintenant que nos lecteurs ont vu se développer la lutte des classes en 1848 sous des formes politiques colossales, il est temps d'approfondir les rapports économiques eux-mêmes sur lesquels se fondent l'existence de la bourgeoisie et sa domination de classe ainsi que l'esclavage des ouvriers.

Nous exposerons en trois grands chapitres: 1. les rapports entre *le travail salarié et le capital*, l'esclavage de l'ouvrier, la domination du capitaliste; 2. *la disparition inévitable des classes moyennes bourgeoises et de la paysannerie dans le système actuel*; 3. *l'assujettissement commercial et l'exploitation des classes bourgeoises des diverses nations de l'Europe par le despote du marché mondial — l'Angleterre*.

Nous chercherons à faire un exposé aussi simple et populaire que possible, sans même supposer connues à l'avance les notions même les plus élémentaires de l'économie politique. Nous voulons être compréhensible pour les ouvriers. Il règne d'ailleurs partout en Allemagne l'ignorance et la confusion

d'idées les plus étranges au sujet des rapports économiques les plus simples, chez les défenseurs patentés de l'état de choses actuel et jusque chez les *thaumaturges socialistes* et les *génies politiques méconnus* dont l'Allemagne morcelée est plus riche encore que de souverains.

Abordons donc la première question: **Qu'est-ce que le salaire? Comment est-il déterminé?**

Si l'on demandait à des ouvriers: A combien s'élève votre salaire? ils répondraient: l'un: « — Je reçois de mon patron 1 franc pour une journée de travail », l'autre: « — Je reçois 2 francs », etc. Suivant les diverses branches de travail auxquelles ils appartiennent, ils indiqueraient les diverses sommes d'argent qu'ils reçoivent de leurs patrons respectifs pour un temps de travail donné ou la production d'un travail déterminé, par exemple pour le tissage d'une aune de toile ou pour la composition d'une page d'imprimerie. Malgré la diversité de leurs déclarations, ils seront tous unanimes sur un point: le salaire est la somme d'argent que le patron paie pour un temps de travail donné ou pour la fourniture d'un travail déterminé.

Le patron *achète* donc leur travail avec de l'argent. C'est pour de l'argent qu'ils lui *vendent* leur travail. Pour cette même somme d'argent avec laquelle le patron a acheté leur travail, par exemple pour 2 francs, il aurait pu acheter 2 livres de sucre ou une quantité déterminée d'une autre marchandise quelconque. Les 2 francs avec lesquels il a acheté les 2 livres de sucre sont le *prix* des 2 livres de sucre. Les 2 francs avec lesquels il a acheté douze heures de travail sont le *prix* des douze heures de travail. Le travail est donc une marchandise, ni plus, ni moins que le sucre. On mesure la première avec la montre et la seconde avec la balance.

Leur marchandise, le travail, les ouvriers l'échangent contre la marchandise du capitaliste, contre l'argent, et, en vérité, cet échange a lieu d'après un rapport déterminé. Tant d'argent pour tant de travail. Pour douze heures de tissage, 2 francs. Et ces 2 francs ne représentent-ils pas toutes les autres marchandises que je puis acheter pour 2 francs? L'ouvrier a donc bien échangé sa marchandise, le travail, contre des marchandises de toutes sortes, et ce suivant un rapport déterminé. En lui donnant 2 francs, le capitaliste lui a donné tant de viande, tant de vêtements, tant de bois, de lumière, etc., en échange de sa journée de travail. Ces 2 francs expri-

ment donc le rapport suivant lequel le travail est échangé contre d'autres marchandises, la *valeur d'échange* de son travail. La valeur d'échange d'une marchandise, évaluée en argent, c'est précisément ce qu'on appelle son *prix*. Le *salaire* n'est donc que le nom particulier donné au *prix du travail*, au prix de cette marchandise particulière qui n'est en réserve que dans la chair et le sang de l'homme.

Prenons le premier ouvrier venu, par exemple, un tisserand. Le patron lui fournit le métier à tisser et le fil. Le tisserand se met au travail et le fil devient de la toile. Le patron s'approprie la toile et la vend 20 francs par exemple. Le salaire du tisserand est-il alors une *part* de la toile, des 20 francs, du produit de son travail? Pas du tout. Le tisserand a reçu son salaire bien avant que la toile soit vendue, peut-être bien avant qu'elle ait été finie de tisser. Le capitaliste ne paie donc pas ce salaire avec l'argent qu'il va retirer de la toile, mais avec de l'argent accumulé d'avance. De même que le métier à tisser et le fil ne sont pas le produit du tisserand auxquels ils ont été fournis par l'employeur, les marchandises qu'il reçoit en échange de sa marchandise, la force de travail, ne le sont pas davantage. Il peut arriver que le capitaliste ne trouve pas d'acheteur du tout pour sa toile. Il peut arriver qu'il ne retire pas même le salaire de sa vente. Il peut arriver qu'il la vende de façon très avantageuse par rapport au salaire du tisserand. Tout cela ne regarde en rien le tisserand. Le capitaliste achète avec une partie de sa fortune actuelle, de son capital, le travail du tisserand tout comme il a acquis, avec une autre partie de sa fortune, la matière première — le fil — et l'instrument de travail — le métier à tisser. Après avoir fait ces achats, et parmi ces achats il y a aussi le travail nécessaire à la production de la toile, il ne produit plus qu'avec des matières premières et des instruments de travail qui lui appartiennent à lui seul. Car, de ces derniers fait aussi partie notre brave tisserand qui, pas plus que le métier à tisser, n'a sa part du produit ou du prix de celui-ci.

Le salaire n'est donc pas une part de l'ouvrier à la marchandise qu'il produit. Le salaire est la partie de marchandises déjà existantes avec laquelle le capitaliste s'approprie par achat une quantité déterminée de travail productif.

Le travail est donc une marchandise que son possesseur, le salarié, vend au capital. Pourquoi la vend-il? Pour vivre.

Mais le travail, est l'activité vitale propre à l'ouvrier, sa façon à lui de manifester sa vie. Et c'est cette *activité vitale* qu'il vend à un tiers pour s'assurer les *moyens de subsistance* nécessaires. Son activité vitale n'est donc pour lui qu'un moyen de pouvoir exister. Il travaille pour vivre. Pour lui-même, le travail n'est pas une partie de sa vie, il est plutôt un sacrifice de sa vie. C'est une marchandise qu'il a adjugée à un tiers. C'est pourquoi le produit de son activité n'est pas non plus le but de son activité. Ce qu'il produit pour lui-même, ce n'est pas la soie qu'il tisse, ce n'est pas l'or qu'il extrait de la mine, ce n'est pas le palais qu'il bâtit. Ce qu'il produit pour lui-même, c'est le *salaire*, et la soie, l'or, le palais se réduisent pour lui à une quantité déterminée de moyens de subsistance, peut-être à un tricot de coton, à de la monnaie de billon et à un logement dans une cave. Et l'ouvrier qui, douze heures durant, tisse, file, perce, tourne, bâtit, manie la pelle, taille la pierre, la transporte, etc., regarde-t-il ces douze heures de tissage, de filage, de perçage, de travail au tour ou de maçonnerie, de terrassement ou de taille de la pierre comme une manifestation de sa vie, comme sa vie? Bien au contraire. La vie commence pour lui là où cesse cette activité, à table, à l'auberge, au lit. Par contre, les douze heures de travail n'ont nullement pour lui le sens de tisser, de filer, de percer, etc., mais celui de *gagner* ce qui lui permet d'aller à table, à l'auberge, au lit. Si le ver à soie tissait pour subvenir à son existence de chenille, il serait un salarié achevé.

Le travail ne fut pas toujours une *marchandise*. Le travail ne fut pas toujours du travail salarié, c'est-à-dire du travail *libre*. L'*esclave* ne vendait pas son travail au possesseur d'esclaves, pas plus que le bœuf ne vend le produit de son travail au paysan. L'esclave est vendu, avec son travail, une fois pour toutes à son propriétaire. Il est une marchandise qui peut passer de la main d'un propriétaire dans celle d'un autre. Il est *lui-même* une marchandise, mais le travail n'est pas sa marchandise. Le *serf* ne vend qu'une partie de son travail. Ce n'est pas lui qui reçoit un salaire du propriétaire de la terre; c'est plutôt le propriétaire de la terre à qui il paie tribut. Le serf appartient à la terre et constitue un rapport pour le maître de la terre. L'*ouvrier libre*, par contre, se vend lui-même, et ce, graduellement. Il vend aux enchères

8, 10, 12, 15 heures de sa vie, jour après jour, aux plus offrants, aux possesseurs des matières premières, des instruments de travail et des moyens de subsistance, c'est-à-dire aux capitalistes. L'ouvrier n'appartient ni à un propriétaire ni à la terre, mais 8, 10, 12, 15 heures de sa vie quotidienne appartiennent à celui qui les achète. L'ouvrier quitte le capitaliste auquel il se loue, aussi souvent qu'il veut, et le capitaliste le congédie aussi souvent qu'il le croit bon, dès qu'il n'en tire aucun profit ou qu'il n'y trouve plus le profit escompté. Mais l'ouvrier dont la seule ressource est la vente de son travail ne peut quitter *la classe tout entière des acheteurs, c'est-à-dire la classe capitaliste* sans renoncer à l'existence. Il n'appartient pas à tel ou tel employeur, mais au patronat, à la classe bourgeoise, et c'est à lui à y trouver son homme, c'est-à-dire à trouver un acheteur dans cette classe bourgeoise.

Avant de pénétrer plus avant dans les rapports entre le capital et le travail salarié, nous allons maintenant exposer brièvement les conditions les plus générales qui entrent en ligne de compte dans la détermination du salaire.

Le *salaire* est, ainsi que nous l'avons vu, le *prix* d'une marchandise déterminée, le travail. Le salaire est donc déterminé par les mêmes lois qui déterminent le prix de toute autre marchandise.

La question qui se pose est donc celle-ci: *comment se détermine le prix d'une marchandise?*

(N^o 264, 5 avril 1849)

Cologne, le 5 avril.

Qu'est-ce qui détermine le prix d'une marchandise?

C'est la concurrence entre les acheteurs et les vendeurs, le rapport entre l'offre et la demande. La concurrence qui détermine le prix d'une marchandise est *triple*.

La même marchandise est offerte par divers vendeurs. Celui qui vend le meilleur marché des marchandises de même qua-

lité est sûr d'évincer les autres vendeurs et de s'assurer le plus grand débit. Les vendeurs se disputent donc réciproquement l'écoulement des marchandises, le marché. Chacun d'eux veut vendre, vendre le plus possible, et vendre seul si possible, à l'exclusion des autres vendeurs. C'est pourquoi l'un vend meilleur marché que l'autre. Il s'établit, par conséquent, une *concurrence entre les vendeurs* qui *abaisse* le prix des marchandises offertes par eux.

Mais il se produit aussi une *concurrence entre les acheteurs* qui, de son côté, *fait monter* le prix des marchandises offertes.

Il existe enfin une *concurrence entre les acheteurs et les vendeurs*; les uns voulant acheter le meilleur marché possible, les autres voulant vendre le plus cher possible. Le résultat de cette concurrence entre acheteurs et vendeurs dépendra de la façon dont se comporteront les deux faces de la concurrence mentionnées plus haut, c'est-à-dire du fait que c'est la concurrence dans l'armée des acheteurs ou la concurrence dans l'armée des vendeurs qui sera la plus forte. L'industrie met en campagne l'un en face de l'autre deux groupes d'armées dont chacun à son tour livre une bataille dans ses propres rangs entre ses propres troupes. Le groupe d'armées parmi les troupes duquel il y a le moins d'échange de coups remporte la victoire sur l'armée adverse.

Supposons qu'il y ait 100 balles de coton sur le marché et, en même temps, des acheteurs pour 1.000 balles de coton. Dans ce cas, la demande est dix fois plus grande que l'offre. La concurrence entre les acheteurs sera par conséquent très forte, chacun de ceux-ci veut s'approprier une, et si possible l'ensemble des 100 balles. Cet exemple n'est pas une hypothèse arbitraire. Nous avons vécu dans l'histoire du commerce des périodes de mauvaise récolte du coton où quelques capitalistes coalisés entre eux ont cherché à acheter non pas 100 balles, mais tous les stocks de coton du monde entier. Dans le cas cité, un acheteur cherchera donc à évincer l'autre du marché en offrant un prix relativement plus élevé pour la balle de coton. Les vendeurs de coton qui aperçoivent les troupes de l'armée ennemie en train de se livrer entre elles le combat le plus violent et qui sont absolument assurés de vendre entièrement leurs 100 balles, vont se garder de se prendre les uns les autres aux cheveux pour abaisser le prix du coton, à un moment où leurs adversaires rivalisent entre

eux pour le faire monter. Voilà donc la paix survenue soudain dans l'armée des vendeurs. Ils sont comme un *seul* homme, face aux acheteurs, ils se croisent philosophiquement les bras et leurs exigences ne connaîtraient pas de bornes si les offres de ceux mêmes qui sont le plus pressés d'acheter n'avaient pas leurs limites bien déterminées.

Si donc l'offre d'une marchandise est plus faible que la demande de cette marchandise, il n'y a pas du tout ou presque pas de concurrence parmi les vendeurs. La concurrence parmi les acheteurs croît dans la proportion même où diminue cette concurrence. Résultat: hausse plus ou moins importante des prix de la marchandise.

On sait que le cas contraire avec son résultat inverse est beaucoup plus fréquent: excédent considérable de l'offre sur la demande; concurrence désespérée parmi les vendeurs; manque d'acheteurs; vente à vil prix des marchandises.

Mais que signifie hausse, chute des prix, que signifie prix élevé, bas prix? Un grain de sable est grand, regardé à travers un microscope et une tour est petite comparée à une montagne. Et si le prix est déterminé par le rapport entre l'offre et la demande, qu'est-ce qui détermine le rapport de l'offre et de la demande?

Adressons-nous au premier bourgeois venu. Il n'hésitera pas un instant et, tel un nouvel Alexandre le Grand, il tranchera d'un seul coup ce nœud gordien métaphysique. Si la production de la marchandise que je vends m'a coûté 100 francs, nous dira-t-il, et si je retire de la vente de cette marchandise 110 francs — au bout d'un an entendons-nous — c'est un gain civil, honnête, convenable. Mais si j'obtiens en échange 120, 130 francs, c'est alors un gain élevé; et si j'en tirais 200 francs, ce serait alors un gain exceptionnel, énorme. Qu'est-ce qui sert donc au bourgeois à *mesurer* son gain? *Les frais de production* de sa marchandise. S'il reçoit en échange de cette marchandise une somme d'autres marchandises dont la production a moins coûté, il a fait une perte. S'il reçoit en échange de sa marchandise une somme de marchandises dont la production a coûté davantage, il a réalisé un gain. Et cette baisse ou cette hausse du gain, il la calcule suivant les proportions dans lesquelles la valeur d'échange de sa marchandise se tient au-dessous ou au-dessus de zéro, c'est-à-dire des *frais de production*.

Mais nous avons vu comment les rapports variables entre l'offre et la demande provoquent tantôt la hausse, tantôt la baisse, entraînant tantôt des prix élevés, tantôt des prix bas.

Si le prix d'une marchandise monte considérablement par suite d'une offre insuffisante ou d'une demande qui croît démesurément, le prix d'une autre marchandise quelconque a baissé nécessairement en proportion; car le prix d'une marchandise ne fait qu'exprimer en argent les rapports d'après lesquels de tierces marchandises sont échangées contre elle. Si, par exemple, le prix d'une aune d'étoffe de soie monte de 5 à 6 francs, le prix de l'argent a baissé relativement à l'étoffe de soie et le prix de toutes les autres marchandises qui sont restées à leur ancien prix, a baissé de même par rapport à l'étoffe de soie. Il faut en donner une plus grande quantité en échange pour recevoir la même quantité d'étoffe de soie.

Quelle sera la conséquence du prix croissant d'une marchandise? Les capitaux se jetteront en masse sur la branche d'industrie florissante et cette immigration des capitaux dans le domaine de l'industrie privilégiée persistera jusqu'à ce que celle-ci rapporte les gains habituels ou plutôt jusqu'au moment où le prix de ses produits descendra par suite de surproduction au-dessous des frais de production.

Inversement. Si le prix d'une marchandise tombe au-dessous des frais de production, les capitaux se retireront de la production de cette marchandise. Si l'on excepte le cas où une branche de production n'étant plus adaptée à son temps, ne peut faire moins que de disparaître, la production de cette marchandise, c'est-à-dire son offre, va diminuer par suite de cette fuite des capitaux jusqu'à ce qu'elle corresponde à la demande, par conséquent, jusqu'à ce que son prix se relève à nouveau au niveau de ses frais de production ou plutôt jusqu'à ce que l'offre soit tombée au-dessous de la demande, c'est-à-dire jusqu'à ce que son prix se relève au-dessus de ses frais de production, *car le prix courant d'une marchandise est toujours au-dessous ou au-dessus de ses frais de production*.

Nous voyons que les capitaux émigrent et immigrent constamment, passant du domaine d'une industrie dans celui d'une autre, le prix élevé provoquant une trop forte immigration et le prix bas une trop forte émigration.

Nous pourrions montrer d'un autre point de vue que non seulement l'offre, mais aussi la demande est déterminée par

les frais de production. Mais cela nous entraînerait trop loin de notre sujet.

Nous venons de voir que les oscillations de l'offre et de la demande ramènent toujours le prix d'une marchandise à ses frais de production. *Le prix réel d'une marchandise est certes toujours au-dessus ou au-dessous de ses frais de production; mais la hausse et la baisse se complètent mutuellement,* de sorte que, dans les limites d'une période déterminée, si l'on fait le total du flux et du reflux de l'industrie, les marchandises sont échangées entre elles conformément à leurs frais de production, c'est-à-dire que leur prix est déterminé par leurs frais de production.

Cette détermination du prix par les frais de production ne doit pas être comprise dans le sens des économistes. Les économistes disent que le *prix moyen* des marchandises est égal aux frais de production; que telle est *la loi*. Ils considèrent comme un fait du hasard le mouvement anarchique par lequel la hausse est compensée par la baisse et la baisse par la hausse. On pourrait considérer avec autant de raison, comme cela est arrivé d'ailleurs à d'autres économistes, les oscillations comme étant la loi et la détermination par les frais de production comme étant le fait du hasard. Mais ce sont ces oscillations seules qui, considérées de plus près, entraînent les dévastations les plus terribles et, pareilles à des tremblements de terre, ébranlent la société bourgeoise jusque dans ses fondements, ce sont ces oscillations seules qui, au fur et à mesure qu'elles se produisent, déterminent le prix par les frais de production. C'est l'ensemble du mouvement de ce désordre qui est son ordre même. C'est au cours de cette anarchie industrielle, c'est dans ce mouvement en rond que la concurrence compense pour ainsi dire une extravagance par l'autre.

Nous voyons donc ceci: le prix d'une marchandise est déterminé par ses frais de production de telle façon que les moments où le prix de cette marchandise monte au-dessus de ses frais de production sont compensés par les moments où il s'abaisse au-dessous des frais de production, et inversement. Naturellement, cela n'est pas vrai pour un seul produit donné d'une industrie, mais seulement pour toute la branche industrielle. Cela n'est donc pas vrai non plus pour un industriel pris isolément, mais seulement pour toute la classe des industriels.

La détermination du prix par les frais de production est identique à la détermination du prix par le temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise, car les frais de production se composent 1° de matières premières et d'instruments, c'est-à-dire de produits industriels dont la production a coûté un certain nombre de journées de travail, et qui représentent par conséquent une certaine somme de temps de travail et 2° de travail immédiat dont la mesure est précisée le temps.

Or, ces mêmes lois générales qui règlent le prix des marchandises en général, règlent naturellement aussi le salaire, le prix du travail.

Le salaire du travail va tantôt monter, tantôt baisser, suivant les rapports entre l'offre et la demande, suivant la forme que prend la concurrence entre les acheteurs de travail, les capitalistes, et les vendeurs de travail, les ouvriers. Aux fluctuations des prix des marchandises en général correspondent les fluctuations du salaire. *Mais dans les limites de ces fluctuations le prix du travail sera déterminé par les frais de production, par le temps de travail qui est nécessaire pour produire cette marchandise, le travail.*

Or quels sont les frais de la production du travail en elle-même?

Ce sont les frais qui sont nécessaires pour conserver l'ouvrier en tant qu'ouvrier et pour en faire un ouvrier.

Aussi moins un travail exige de temps de formation professionnelle, moins les frais de production de l'ouvrier sont grands et plus le prix de son travail, son salaire, est bas. Dans les branches d'industrie où l'on n'exige presque pas d'apprentissage et où la simple existence matérielle de l'ouvrier suffit, les frais de production nécessaires à ce dernier se bornent presque uniquement aux marchandises indispensables à l'entretien de sa vie de manière à lui conserver sa capacité de travail. C'est pourquoi le *prix de son travail* sera déterminé par le *prix des moyens de subsistance nécessaires*.

Cependant il s'y ajoute encore une autre considération.

Le fabricant qui calcule ses frais de production et d'après ceux-ci le prix des produits, fait entrer en ligne de compte l'usure des instruments de travail. Si une machine lui coûte par exemple 1.000 francs et qu'il l'use en dix ans, il ajoute chaque année 100 francs au prix de la marchandise pour pouvoir remplacer au bout de dix ans la machine usée par une

neuve. Il faut comprendre de la même manière, dans les frais de production le travail simple, les frais de reproduction grâce auxquels l'espèce ouvrière est mise en état d'accroître et de remplacer les ouvriers usés par de nouveaux. L'usure de l'ouvrier est donc portée en compte de la même façon que l'usure de la machine.

Les frais de production du travail simple se composent donc des *frais d'existence et de reproduction de l'ouvrier*. Le prix de ces frais d'existence et de reproduction constitue le salaire. Le salaire ainsi déterminé s'appelle le *minimum de salaire*. Ce minimum de salaire, tout comme la détermination du prix des marchandises par les frais de production en général, joue pour l'espèce et non pour l'individu pris isolément. Il y a des millions d'ouvriers, pris individuellement, qui ne reçoivent pas assez pour pouvoir exister et se reproduire; mais le *salaire de la classe ouvrière tout entière* est, dans les limites de ses oscillations, égal à ce minimum.

Maintenant que nous avons fait la clarté sur les lois les plus générales qui régissent le salaire ainsi que le prix de toute autre marchandise, nous pouvons entrer plus avant dans notre sujet.

(N^o 265, 6 avril 1849)

Cologne, 6 avril.

Le capital se compose de matières premières, d'instruments de travail et de moyens de subsistance de toutes sortes qui sont employés à produire de nouvelles matières premières, de nouveaux instruments de travail et de nouveaux moyens de subsistance. Toutes ces parties constitutives sont des créations du travail, des produits du travail, du *travail accumulé*. Le travail accumulé qui sert de moyen pour une nouvelle production est du capital.

C'est ainsi que parlent les économistes.

Qu'est-ce qu'un esclave nègre? Un homme de race noire. Cette explication a autant de valeur que la première.

Un nègre est un nègre. C'est seulement dans des conditions déterminées qu'il devient esclave. Une machine à filer le coton est une machine pour filer le coton. C'est seulement dans des conditions déterminées qu'elle devient du *capital*. Arrachée à ces conditions, elle n'est pas plus du capital que l'or n'est par lui-même de la *monnaie* ou le sucre le *prix* du sucre.

Dans la production, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production.

Suivant le caractère des moyens de production, ces rapports sociaux que les producteurs ont entre eux, les conditions dans lesquelles ils échangent leurs activités et prennent part à l'ensemble de la production seront tout naturellement différents. Par la découverte d'un nouvel engin de guerre, l'arme à feu, toute l'organisation interne de l'armée a été nécessairement modifiée; les conditions dans lesquelles les individus constituent une armée et peuvent agir en tant qu'armée se sont trouvées transformées, et les rapports des diverses armées entre elles en ont été changés également.

Donc, les rapports sociaux suivant lesquels les individus produisent, *les rapports sociaux de production, changent, se transforment avec la modification et le développement des moyens de production matériels, des forces de production. Dans leur totalité, les rapports de production forment ce qu'on appelle les rapports sociaux, la société, et, notamment, une société à un stade de développement historique déterminé, une société à caractère distinctif original. La société antique, la société féodale, la société bourgeoise* sont des ensembles de rapports de production de ce genre dont chacun caractérise en même temps un stade particulier de développement dans l'histoire de l'humanité.

Le *capital* représente, lui aussi, des rapports sociaux. Ce sont des *rapports bourgeois de production*, des rapports de production de la société bourgeoise. Les moyens de subsistance, les instruments de travail, les matières premières dont se compose le capital n'ont-ils pas été produits et accumulés dans des conditions sociales données, suivant des rapports

sociaux déterminés? Ne sont-ils pas employés pour une nouvelle production dans des conditions sociales données, suivant des rapports sociaux déterminés? Et n'est-ce point précisément ce caractère social déterminé qui transforme les produits servant à la nouvelle production en *capital*?

Le capital ne consiste pas seulement en moyens de subsistance, en instruments de travail et en matières premières, il ne consiste pas seulement en produits matériels; il consiste au même degré en *valeurs d'échange*. Tous les produits dont il se compose sont des *marchandises*. Le capital n'est donc pas seulement une somme de produits matériels, c'est aussi une somme de marchandises, de valeurs d'échange, de *grandeurs sociales*.

Le capital reste le même, que nous remplaçons la laine par le coton, le blé par le riz, les chemins de fer par les bateaux à vapeur, à cette seule condition que le coton, le riz, les bateaux à vapeur — la matière du capital — aient la même valeur d'échange, le même prix que la laine, le blé, les chemins de fer dans lesquels il était incorporé auparavant. La matière du capital peut se modifier constamment sans que le capital subisse le moindre changement.

Mais si tout capital est une somme de marchandises, c'est-à-dire de valeurs d'échange, toute somme de marchandises, de valeurs d'échange, n'est pas encore du capital.

Toute somme de valeurs d'échange est une valeur d'échange. Chaque valeur d'échange est une somme de valeurs d'échange. Par exemple, une maison qui vaut 1.000 francs est une valeur d'échange de 1.000 francs. Un morceau de papier qui vaut un centime, est une somme de valeurs d'échange de 100/100 de centimes. Des produits qui sont échangeables contre d'autres sont des *marchandises*. Le rapport déterminé suivant lequel ils sont échangeables constitue leur *valeur d'échange*, ou, exprimé en argent, leur *prix*. La masse de ces produits ne peut rien changer à leur destination d'être une *marchandise* ou de représenter une *valeur d'échange*, ou d'avoir un prix déterminé. Qu'un arbre soit grand ou petit, il reste un arbre. Que nous échangeons du fer par onces ou par quintaux contre d'autres produits, cela change-t-il son caractère qui est d'être une marchandise, une valeur d'échange? Suivant sa masse, une marchandise a plus ou moins de valeur, elle est d'un prix plus élevé ou plus bas.

Mais comment une somme de marchandises, de valeurs d'échange se change-t-elle en capital?

Par le fait que, en tant que *force sociale indépendante*, c'est-à-dire en tant que *force d'une partie de la société*, elle se conserve et s'accroît par *son échange contre le travail immédiat, vivant*. L'existence d'une classe ne possédant rien que sa capacité de travail est une condition première nécessaire du capital.

Ce n'est que la domination de l'accumulation du travail passé, matérialisé, sur le travail immédiat, vivant, qui transforme le travail accumulé en capital.

Le capital ne consiste pas dans le fait que du travail accumulé sert au travail vivant de moyen pour une nouvelle production. Il consiste en ceci que le travail vivant sert de moyen au travail accumulé pour maintenir et accroître la valeur d'échange de celui-ci.

Que se passe-t-il dans l'échange entre le capital et le salaire?

L'ouvrier reçoit des moyens de subsistance en échange de son travail, mais le capitaliste, en échange de ses moyens de subsistance, reçoit du travail, l'activité productive de l'ouvrier, la force créatrice au moyen de laquelle l'ouvrier non seulement restitue ce qu'il consomme, mais donne au travail accumulé une valeur plus grande que celle qu'il possédait auparavant. L'ouvrier reçoit du capitaliste une partie des moyens de subsistance existants. A quoi lui servent ces moyens de subsistance? A sa consommation immédiate. Mais dès que je consomme des moyens de subsistance, ils sont irrémédiablement perdus pour moi, à moins que j'utilise le temps pendant lequel ces moyens assurent mon existence pour produire de nouveaux moyens de subsistance, pour créer par mon travail de nouvelles valeurs à la place des valeurs que je fais disparaître en les consommant. Mais c'est précisément cette noble force de production nouvelle que l'ouvrier cède au capital en échange des moyens de subsistance qu'il reçoit! Par conséquent, elle s'en trouve perdue pour lui-même.

Prenons un exemple. Un fermier donne à son journalier 5 groschen par jour. Pour ces 5 groschen celui-ci travaille toute la journée dans les champs du fermier et lui assure ainsi un revenu de 10 groschen. Le fermier ne se voit pas seulement restituer les valeurs qu'il doit céder au journalier, il les double. Il a donc utilisé, consommé les 5 groschen qu'il a donnés au journalier, d'une façon féconde, productive; il a

précisément acheté pour ces 5 groschen le travail et la force du journalier qui font pousser des produits du sol pour une valeur double et qui transforment 5 groschen en 10 groschen. Par contre, le journalier reçoit à la place de sa force productive, dont il a cédé les effets au fermier, 5 groschen qu'il échange contre des moyens de subsistance qu'il consomme plus ou moins rapidement. Les 5 groschen ont donc été consommés de double façon, de façon reproductrice pour le capital, car ils ont été échangés contre une force de travail qui a rapporté 10 groschen; de façon improductive pour l'ouvrier car ils ont été échangés contre des moyens de subsistance qui ont disparu pour toujours et dont il ne peut recevoir de nouveau la valeur qu'en répétant le même échange avec le fermier. *Le capital suppose donc le travail salarié, le travail salarié suppose le capital. Ils sont la condition l'un de l'autre; ils se créent mutuellement.*

L'ouvrier d'une fabrique de coton ne produit-il que des étoffes de coton? Non, il produit du capital. Il produit des valeurs qui servent à leur tour à commander son travail, afin de créer au moyen de celui-ci de nouvelles valeurs.

Le capital ne peut se multiplier qu'en s'échangeant contre du travail, qu'en créant du travail salarié. Le travail du salarié ne peut s'échanger que contre du capital, en accroissant le capital, en renforçant la puissance dont il est l'esclave. *L'accroissement du capital est par conséquent l'accroissement du prolétariat, c'est-à-dire des classes ouvrières.*

L'intérêt du capitaliste et de l'ouvrier est donc le même, prétendent les bourgeois et leurs économistes. En effet! L'ouvrier périt si le capitaliste ne l'occupe pas. Le capital disparaît s'il n'exploite pas le travail, et pour l'exploiter il faut qu'il l'achète. Plus le capital destiné à la production, le capital productif, s'accroît rapidement, plus l'industrie, par conséquent, est florissante, plus la bourgeoisie s'enrichit, mieux vont les affaires, plus le capital a besoin d'ouvriers et plus l'ouvrier se vend cher.

La condition indispensable pour une situation *passable** de l'ouvrier est donc *la croissance aussi rapide que possible du capital productif.*

Mais qu'est-ce que la croissance du capital productif? C'est la croissance de la puissance du travail accumulé sur le travail vivant, c'est la croissance de la domination de la bourgeoisie sur la classe laborieuse. Lorsque le travail salarié

produit la richesse étrangère qui le domine, la force qui lui est hostile, le capital, ses moyens d'occupation, c'est-à-dire ses moyens de subsistance, refluent de celui-ci vers lui à condition qu'il devienne de nouveau une partie du capital, le levier qui imprime de nouveau à celui-ci un mouvement de croissance accéléré.

Quand on dit: *Les intérêts du capital et les intérêts des ouvriers sont les mêmes, cela signifie seulement que le capital et le travail salarié sont deux aspects d'un seul et même rapport. L'un est la conséquence de l'autre comme l'usurier et le dissipateur s'engendrent mutuellement.*

Tant que l'ouvrier salarié est ouvrier salarié, son sort dépend du capital. Telle est la communauté d'intérêts tant vantée de l'ouvrier et du capitaliste.

(N^o 266, 7 avril 1849)

Cologne, 7 avril.

Lorsque le capital s'accroît, la masse du travail salarié grossit, le nombre des ouvriers salariés augmente, en un mot: la domination du capital s'étend sur une masse plus grande d'individus. Et supposons le cas le plus favorable: lorsque le capital productif s'accroît, la demande de travail augmente. Donc le prix du travail, le salaire, monte.

Une maison peut être grande ou petite, tant que les maisons environnantes sont petites elles aussi, elle satisfait à tout ce qu'on exige socialement d'une maison. Mais s'il s'élève à côté de la petite maison un palais, voilà que la petite maison se ravale au rang de chaumière. La petite maison est alors la preuve que son propriétaire ne peut être exigeant ou qu'il ne peut avoir que des exigences très modestes. Et au cours de la civilisation elle peut s'agrandir tant qu'elle veut, si le palais voisin grandit aussi vite ou même dans de plus grandes proportions, celui qui habite la maison relativement petite se sentira de plus en plus mal à l'aise, mécontent, à l'étroit entre ses quatre murs.

Une augmentation sensible du salaire suppose un accroissement rapide du capital productif. L'accroissement rapide du capital productif entraîne une croissance aussi rapide de la richesse, du luxe, des besoins et des plaisirs sociaux. Donc, bien que les plaisirs de l'ouvrier se soient accrus, la satisfaction sociale qu'ils procurent a diminué, comparativement aux plaisirs accrus du capitaliste qui sont inaccessibles à l'ouvrier, comparativement au stade de développement de la société en général. Nos besoins et nos plaisirs ont leur source dans la société; nous les mesurons, par conséquent, à la société; nous ne les mesurons pas aux objets qui les satisfont. Comme ils sont de nature sociale, ils sont de nature relative.

Le salaire n'est donc pas somme toute déterminé seulement par la masse de marchandises que je peux obtenir en échange. Il renferme divers rapports.

Ce que les ouvriers reçoivent tout d'abord pour leur travail, c'est une somme d'argent déterminée. Le salaire n'est-il déterminé que par ce prix en argent?

Au *xvi^e* siècle, l'or et l'argent en circulation en Europe augmentèrent par suite de la découverte de l'Amérique. De ce fait, la valeur de l'or et de l'argent baissa par rapport aux autres marchandises. Les ouvriers continuèrent à recevoir la même masse d'argent monnayée pour leur travail. Le prix en argent de leur travail resta le même et cependant leur salaire avait baissé. En échange de la même quantité d'argent ils recevaient une somme moindre d'autres marchandises. Ce fut une des circonstances qui favorisèrent l'accroissement du capital, l'essor de la bourgeoisie au *xvi^e* siècle.

Prenons un autre cas. Dans l'hiver de 1847, les produits alimentaires les plus indispensables, le blé, la viande, le beurre, le fromage, etc., par suite d'une mauvaise récolte, avaient considérablement augmenté de prix. Supposons que les ouvriers aient continué à recevoir la même somme d'argent pour leur travail. Leur salaire n'avait-il pas baissé? Mais si. Pour la même somme d'argent, ils recevaient en échange moins de pain, de viande, etc. Leur salaire avait baissé non point parce que la valeur de l'argent avait diminué, mais parce que la valeur des moyens de subsistance avait augmenté.

Supposons enfin que le prix en argent du travail reste le même, alors que tous les produits agricoles et manufacturés

ont baissé de prix par suite de l'emploi de nouvelles machines, d'une saison plus favorable, etc. Pour la même quantité d'argent, les ouvriers peuvent alors acheter plus de marchandises de toutes sortes. Donc leur salaire a augmenté précisément parce que la valeur en argent de celui-ci n'a pas changé.

Donc, le prix en argent du travail, le salaire nominal, ne coïncide pas avec le salaire réel, c'est-à-dire avec la quantité de marchandises qui est réellement donnée en échange du salaire. Donc, lorsque nous parlons de hausse ou de baisse du salaire, nous ne devons pas seulement considérer le prix en argent du travail, le salaire nominal.

Mais ni le salaire nominal, c'est-à-dire la somme d'argent pour laquelle l'ouvrier se vend au capitaliste, ni le salaire réel, c'est-à-dire la quantité de marchandises qu'il peut acheter avec cet argent n'épuisent les rapports contenus dans le salaire.

Le salaire est encore déterminé avant tout par son rapport avec le gain, avec le profit du capitaliste, — le salaire est relatif, proportionnel.

Le salaire réel exprime le prix du travail relativement au prix des autres marchandises, le salaire relatif, par contre, représente le prix du travail immédiat par rapport au prix du travail accumulé, la valeur relative du salaire et du capital, la valeur réciproque du capitaliste et de l'ouvrier.

Que le salaire réel reste le même, qu'il augmente même, le salaire relatif n'en peut pas moins baisser. Supposons par exemple que tous les moyens de subsistance aient baissé de prix des $\frac{2}{3}$, alors que le salaire journalier ne baisse que d'un tiers, c'est-à-dire tombe, par exemple, de 3 francs à 2 francs. Bien que l'ouvrier avec ses deux francs dispose d'une plus grande quantité de marchandises qu'auparavant avec 3 francs, son salaire a cependant diminué par rapport au bénéfice du capitaliste. Le profit du capitaliste (par exemple du fabricant) a augmenté d'un franc, c'est-à-dire que pour une somme moindre de valeurs d'échange qu'il paie à l'ouvrier, il faut que l'ouvrier produise une plus grande quantité de valeurs d'échange qu'auparavant. La valeur du capital proportionnellement à la valeur du travail s'est accrue. La répartition de la richesse sociale entre le capital et le travail est devenue encore plus inégale. Le capitaliste commande avec le même capital une quantité plus grande de travail. La puis-

sance de la classe capitaliste sur la classe ouvrière a grandi, la situation sociale de l'ouvrier a empiré, elle est descendue d'un degré de plus au-dessous des capitalistes.

Mais quelle est donc *la loi générale qui détermine la baisse et la hausse du salaire et du profit dans leurs relations réciproques?*

Ils sont en rapport inverse. La valeur d'échange du capital, le profit, monte dans la mesure même où la valeur d'échange du travail, le salaire, baisse, et inversement. Le profit monte dans la mesure où le salaire baisse, il baisse dans la mesure où le salaire monte.

On objectera peut-être que le capitaliste peut faire du bénéfice grâce à un échange avantageux de ses produits avec d'autres capitalistes, parce que sa marchandise est plus demandée, soit par suite de l'ouverture de nouveaux marchés, soit encore du fait de l'augmentation momentanée des besoins sur les anciens marchés, etc.; que le profit du capitaliste peut donc s'accroître du fait que d'autres capitalistes ont été supplantés, indépendamment de la hausse ou de la baisse du salaire, de la valeur d'échange du travail; ou que le profit peut également s'accroître grâce au perfectionnement des instruments de travail, à une nouvelle utilisation des forces de la nature, etc.

On devra tout d'abord reconnaître que le résultat reste le même bien qu'on y arrive par le chemin inverse. Le profit n'a certes pas augmenté parce que le salaire a diminué, mais le salaire a diminué parce que le profit a augmenté. Le capitaliste a acheté avec la même quantité de travail une plus grande quantité de valeurs d'échange sans avoir pour cela payé plus cher le travail; c'est-à-dire par conséquent que le travail est moins payé par rapport au bénéfice net qu'il laisse au capitaliste.

En outre, rappelons qu'en dépit des oscillations des prix des marchandises, le prix moyen de chaque marchandise, le rapport suivant lequel elle est échangée contre d'autres marchandises est déterminé par ses *frais de production*. Les duperies mutuelles au sein de la classe capitaliste se font donc nécessairement équilibre. Le perfectionnement des machines, l'emploi de nouvelles forces naturelles au service de la production permettent, dans un temps de travail donné, avec la même quantité de travail et de capital, de créer une

plus grande masse de produits, mais nullement une plus grande masse de valeurs d'échange. Si, grâce à l'emploi de la machine à filer, je puis livrer en une heure deux fois plus de fil qu'avant son invention, par exemple 100 livres au lieu de 50, je ne reçois pour ces 100 livres pas plus de marchandises qu'auparavant pour 50, parce que les frais de production sont tombés de moitié ou que je puis livrer avec les mêmes frais le double du produit.

Enfin, quel que soit le rapport suivant lequel la classe capitaliste, la bourgeoisie, soit d'un pays, soit du marché mondial tout entier, répartisse entre ses membres le bénéfice net de la production, la somme totale de ce bénéfice net n'est chaque fois que la somme dont le travail accumulé a été dans l'ensemble accru par le travail immédiat. Cette somme totale s'accroît donc dans la mesure où le travail augmente le capital, c'est-à-dire dans la mesure où le profit s'accroît par rapport au salaire.

Nous voyons donc que même si nous restons dans *les limites du rapport entre le capital et le travail salarié, les intérêts du capital et les intérêts du travail salarié sont diamétralement opposés.*

Un accroissement rapide du capital équivaut à un accroissement rapide du profit. Le profit ne peut s'accroître rapidement que si la valeur d'échange du travail, si le salaire relatif diminue avec la même rapidité. Le salaire relatif peut baisser, même si le salaire réel monte en même temps que le salaire nominal, la valeur en argent du travail, mais à condition que ces derniers ne montent pas dans la même proportion que le profit. Si, par exemple, dans les périodes d'affaires favorables, le salaire monte de 5 pour cent, et le profit par contre de 30 pour cent, le salaire proportionnel, le salaire relatif n'a pas *augmenté*, mais *diminué*.

Si donc le revenu de l'ouvrier augmente avec l'accroissement rapide du capital, l'abîme social qui sépare l'ouvrier du capitaliste s'élargit en même temps, la puissance du capital sur le travail, l'état de dépendance du travail envers le capital grandissent du même coup.

Dire: l'ouvrier a intérêt à un accroissement rapide du capital cela signifie seulement: Plus l'ouvrier augmente rapidement la richesse d'autrui, plus les miettes du festin qu'il recueille sont substantielles; plus on peut occuper d'ouvriers et

les faire se reproduire, plus on peut multiplier la masse des esclaves sous la dépendance du capital.

Nous avons donc constaté :

Même la *situation la plus favorable* pour la classe ouvrière, *l'accroissement le plus rapide possible du capital*, quelque amélioration qu'il apporte à la vie matérielle de l'ouvrier, ne supprime pas l'antagonisme entre ses intérêts et les intérêts du bourgeois, les intérêts du capitaliste. *Profit et salaire* sont, après comme avant, *en raison inverse l'un de l'autre*.

Lorsque le capital s'accroît rapidement, le salaire peut augmenter, mais le profit du capital s'accroît incomparablement plus vite. La situation matérielle de l'ouvrier s'est améliorée, mais aux dépens de sa situation sociale. L'abîme social qui le sépare du capitaliste s'est élargi.

Enfin :

Dire que la condition la plus favorable pour le travail salarié est un accroissement aussi rapide que possible du capital signifie seulement ceci : plus la classe ouvrière augmente et accroît la puissance qui lui est hostile, la richesse étrangère qui la commande, plus seront favorables les circonstances dans lesquelles il lui sera permis de travailler à nouveau à l'augmentation de la richesse bourgeoise, au renforcement de la puissance du capital, contente qu'elle est de forger elle-même les chaînes dorées avec lesquelles la bourgeoisie la traîne à sa remorque.

(N^o 267 du 8 avril 1849)

Cologne, le 10 avril.

La *croissance du capital productif et l'augmentation du salaire* sont-elles vraiment aussi inséparablement liées que le prétendent les économistes bourgeois? Nous ne devons pas les croire sur parole. Nous ne devons même pas les croire lorsqu'ils disent que plus le capital est gras, plus son esclave s'engraisse. La bourgeoisie est trop avisée, elle calcule trop bien pour partager les préjugés du grand seigneur qui tire

vanité de l'éclat de sa domesticité. Les conditions d'existence de la bourgeoisie la contraignent à calculer.

Nous devons donc étudier de plus près le point suivant :

Quel est l'effet de l'accroissement du capital productif sur le salaire?

Lorsque, en somme, le capital productif de la société bourgeoise s'accroît, c'est qu'il se produit une accumulation de travail *plus diversifiée*. Les capitaux augmentent en nombre et en importance. *L'accroissement des capitaux augmente la concurrence entre les capitalistes. L'importance croissante des capitaux permet d'amener sur le champ de bataille industriel des armées plus puissantes d'ouvriers avec des engins de guerre plus gigantesques.*

Un capitaliste ne peut évincer l'autre et s'emparer de son capital qu'en vendant meilleur marché. Pour pouvoir vendre meilleur marché sans se ruiner, il faut produire meilleur marché, c'est-à-dire accroître autant que possible la productivité du travail. Mais la productivité du travail augmente surtout par une *division plus grande* du travail, par l'introduction plus générale et le perfectionnement constant des *machines*. Plus est grande l'armée des ouvriers entre lesquels le travail est divisé, plus le machinisme est introduit à une échelle gigantesque, et plus les frais de production diminuent en proportion, plus le travail devient fructueux. De là, une émulation générale entre les capitalistes, pour augmenter la division du travail et les machines et les exploiter tous deux à la plus grande échelle possible.

Or, si un capitaliste, grâce à une plus grande division du travail, à l'emploi et au perfectionnement de nouvelles machines, grâce à l'utilisation plus avantageuse et sur une plus grande échelle des forces de la nature, a trouvé le moyen de créer avec la même somme de travail ou de travail accumulé une somme plus grande de produits, de marchandises que ses concurrents; s'il peut, par exemple, dans le même temps de travail où ses concurrents tissent une demi-aune de drap, produire une aune entière, comment ce capitaliste va-t-il opérer?

Il pourrait continuer à vendre une demi-aune de toile au prix antérieur du marché, mais ce ne serait pas le moyen d'évincer ses adversaires et d'augmenter son propre débit. Or, au fur et à mesure que sa production s'est étendue, le besoin de débouchés s'est également élargi pour lui. Les

moyens de production plus puissants et plus coûteux qu'il a créés lui *permettent* bien de vendre sa marchandise meilleur marché, mais ils le *contraignent* en même temps à vendre plus de marchandises, à conquérir un marché infiniment *plus grand* pour ses marchandises. Notre capitaliste va donc vendre la demi-aune de toile meilleur marché que ses concurrents.

Mais le capitaliste ne vendra pas l'aune entière aussi bon marché que ses concurrents vendent la demi-aune, bien que la production de l'aune entière ne lui coûte pas plus que coûte aux autres celle de la demi-aune. Sinon, il n'y gagnerait rien et ne retrouverait à l'échange que ses frais de production. Dans ce cas, son revenu plus grand proviendrait du fait qu'il a mis en œuvre un capital plus élevé et non pas du fait qu'il aurait fait rendre à son capital plus que les autres. D'ailleurs, il atteint le but qu'il cherche en fixant pour sa marchandise un prix inférieur de quelques pour cent seulement à celui de ses concurrents. Il les évince du marché, il leur enlève tout au moins une partie de leurs débouchés en *vendant à plus bas prix*. Enfin, rappelons-nous que le prix courant est toujours *au-dessus ou au-dessous des frais de production*, suivant que la vente d'une marchandise tombe dans une saison favorable ou défavorable à l'industrie. Selon que le prix du marché de l'aune de toile est au-dessus ou au-dessous des frais ordinaires de sa production antérieure, le capitaliste qui a employé de nouveaux moyens de production plus avantageux, vendra au-dessus de ses frais de production réels suivant des pourcentages différents.

Mais le *privilège* de notre capitaliste n'est pas de longue durée; d'autres capitalistes rivaux introduisent les mêmes machines, la même division du travail, le font à la même échelle ou à une échelle plus grande, et cette amélioration se généralise jusqu'au moment où le prix de la toile s'abaisse non seulement *au-dessous de ses anciens frais de production*, mais *au-dessous de ses nouveaux frais*.

Les capitalistes se trouvent donc à l'égard les uns des autres dans la même situation où ils se trouvaient *avant* l'introduction des nouveaux moyens de production et si, avec ces moyens, ils peuvent livrer pour le même prix le double du produit, ils sont *maintenant* contraints de livrer *au-dessous* de l'ancien prix leur production doublée. Au niveau de ces nouveaux frais de production, le même jeu recommence: plus grande division du travail, plus de machines, plus grande

échelle à laquelle sont utilisées division du travail et machines. Et la concurrence produit de nouveau la même réaction contre ce résultat.

Nous voyons ainsi comment le mode de production, les moyens de production sont constamment bouleversés, révolutionnés; comment *la division du travail entraîne nécessairement une division du travail plus grande, l'emploi des machines un plus grand emploi des machines, le travail à une grande échelle le travail à une échelle plus grande*.

Telle est la loi qui rejette constamment la production bourgeoise hors de son ancienne voie et qui contraint toujours le capital à tendre les forces de production du travail, *une fois* qu'il les a tendues, la loi qui ne lui accorde aucun repos lui murmure continuellement à l'oreille: *Marche! Marche!**

Cette loi n'est autre chose que la loi qui, dans les limites des oscillations des époques commerciales, maintient nécessairement le prix d'une marchandise égal à *ses frais de production*.

Aussi formidables que soient les moyens de production avec lesquels un capitaliste entre en campagne, la concurrence généralisera ces moyens de production, et dès l'instant qu'ils sont généralisés, le seul avantage du rendement plus grand de son capital est qu'il lui faut alors *pour le même prix* livrer 10, 20, 100 fois plus qu'auparavant. Mais comme il lui faut écouler peut-être 1000 fois plus pour compenser par la masse plus grande du produit écoulé le prix de vente plus bas, comme une vente par masses plus considérables est maintenant nécessaire non seulement pour avoir un bénéfice, mais pour récupérer les frais de production — l'instrument de production lui-même, ainsi que nous l'avons vu, coûtant de plus en plus cher — et comme cette vente en masse est devenue une question vitale non seulement pour lui, mais pour ses rivaux, l'ancienne lutte se fait *d'autant plus violente que les moyens de production déjà inventés sont plus féconds*. *La division du travail et l'emploi des machines continueront donc à se développer à une échelle infiniment plus grande*.

Quelle que soit donc la puissance des moyens de production employés, la concurrence cherche à ravir au capital les fruits d'or de cette puissance en ramenant le prix de la marchandise à ses frais de production, élevant ainsi la production à bon marché, la livraison de masses de plus en plus grandes à l'ancien prix à la hauteur d'une loi impérieuse, à mesure qu'elle

produit meilleur marché, c'est-à-dire qu'elle produit davantage avec la même quantité de travail. Ainsi donc, par ses propres efforts, le capitaliste n'aurait rien gagné que l'obligation de fournir davantage dans le même temps de travail, en un mot, que des *conditions plus difficiles d'exploitation de son capital*. Par conséquent, tandis que la concurrence le poursuit constamment avec sa loi des frais de production, et que chaque arme qu'il forge contre ses rivaux se retourne contre lui-même, le capitaliste cherche constamment à l'emporter sur la concurrence en introduisant sans répit, à la place des anciennes, des machines et des méthodes nouvelles de division du travail, plus coûteuses sans doute, mais produisant à meilleur marché, sans attendre que la concurrence ait rendu surannées les nouvelles.

Représentons-nous maintenant cette agitation fiévreuse *simultanément sur le marché mondial tout entier*, et nous comprendrons comment la croissance, l'accumulation et la concentration du capital ont pour conséquences une division du travail ininterrompue, de plus en plus précipitée et exécutée à une échelle toujours plus gigantesque, l'emploi de nouvelles machines et le perfectionnement des anciennes.

Mais quels sont sur la détermination du salaire les effets de ces circonstances inséparables de l'accroissement du capital productif?

La *division plus grande du travail* permet à un ouvrier de faire le travail de 5, 10, 20; elle rend donc la concurrence entre les ouvriers 5, 10, 20 fois plus grande. Les ouvriers ne se font pas seulement concurrence en se vendant meilleur marché les uns que les autres; ils se font concurrence par le fait qu'un seul accomplit le travail de 5, 10, 20, et c'est la *division du travail* introduite par le capital et renforcée de plus en plus qui contraint les ouvriers à se faire cette sorte de concurrence.

De plus, le travail est *simplifié* dans la mesure même où augmente la *division du travail*. *L'habileté particulière* de l'ouvrier perd sa valeur. Celui-ci est transformé en une force productive simple, monotone, qui ne met en jeu aucun effort corporel et intellectuel. Son travail devient du travail accessible à tous. C'est pourquoi les concurrents font de tous les côtés pression sur l'ouvrier et rappelons, en outre, que plus le travail est simple et facile à apprendre moins on a besoin de frais de production pour se l'assimiler et plus le salaire

s'abaisse, car il est déterminé comme le prix de toute autre marchandise, par ses frais de production.

Au fur et à mesure donc que le travail apporte moins de satisfaction, plus de dégoût, la concurrence augmente et le salaire diminue. L'ouvrier cherche à conserver la masse de son salaire en travaillant davantage, soit en faisant plus d'heures, soit en fournissant davantage dans la même heure. Poussé par la misère, il augmente donc encore les effets funestes de la division du travail. Le résultat est que *plus il travaille, moins il reçoit de salaire*, et ce pour la simple raison qu'au fur et à mesure qu'il concurrence ses compagnons de travail, il fait de ceux-ci autant de concurrents qui se vendent à des conditions aussi mauvaises que lui-même, et parce qu'en définitive *c'est à lui-même qu'il fait concurrence, à lui-même en tant que membre de la classe ouvrière.*

Le *machinisme* produit les mêmes effets à une échelle bien plus grande encore en évinçant les ouvriers habiles et en les remplaçant par des ouvriers malhabiles, les hommes par des femmes, les adultes par des enfants; en jetant, là où des machines sont nouvellement introduites, les ouvriers manuels en masse sur le pavé, et là où elles sont développées, améliorées, remplacées par des machines de meilleur rendement, en les congédiant par contingents plus petits. Nous avons esquissé plus haut, de façon rapide, la guerre industrielle des capitalistes entre eux. *Cette guerre a ceci de particulier que les batailles y sont moins gagnées par le recrutement que par le congédiement de l'armée ouvrière. Les généraux, les capitalistes, rivalisent entre eux à qui pourra licencier le plus de soldats de l'industrie.*

Les économistes nous racontent bien, il est vrai, que les ouvriers rendus superflus par les machines trouvent de *nouvelles* branches d'occupation.

Ils n'osent pas affirmer directement que les mêmes ouvriers qui ont été congédiés trouveront à se caser dans de nouvelles branches de travail. Les faits hurlent trop fort contre ce mensonge. A vrai dire, ils affirment seulement que pour *d'autres parties de la classe ouvrière*, par exemple pour la partie des jeunes générations d'ouvriers qui était sur le point d'entrer dans la branche d'industrie qui a périclité, il se présentera de nouveaux moyens d'occupation. Naturellement, c'est une grande satisfaction, n'est-ce pas, pour les ouvriers jetés à la rue. Messieurs les capitalistes ne manqueront pas de chair

fraîche à exploiter, on laissera les morts enterrer leurs morts. Cela est bien plus une consolation que les bourgeois se donnent à eux-mêmes qu'aux ouvriers. Si toute la classe des salariés était anéantie par le machinisme, quelle chose effroyable pour le capital qui, sans travail salarié, cesse d'être du capital!

Mais supposons que les ouvriers chassés directement du travail par le machinisme et toute la partie de la nouvelle génération qui guettait leur place, *trouvent une occupation nouvelle*. Croit-on que celle-ci sera payée aussi cher que celle qu'ils ont perdue? *Cela serait en contradiction avec toutes les lois économiques*. Nous avons vu comment l'industrie moderne tend toujours à substituer à une occupation complexe, supérieure, une occupation plus simple, inférieure.

Comment une masse ouvrière jetée hors d'une branche industrielle par le machinisme pourrait-elle donc se réfugier dans une autre, si ce n'est *en étant payée plus mal, à un prix plus bas*?

On a cité comme une exception les ouvriers qui travaillent à la fabrication des machines elles-mêmes. Dès que l'industrie exige et consomme plus de machines, a-t-on dit, les machines devraient nécessairement augmenter en nombre et, par suite, la fabrication des machines, donc aussi le nombre des ouvriers occupés à la fabrication des machines, et les ouvriers employés dans cette branche d'industrie seraient des ouvriers habiles, voire même qualifiés.

Depuis l'année 1840, cette affirmation qui, auparavant déjà, était seulement à moitié vraie, a perdu toute apparence de valeur puisque, de façon de plus en plus générale, les machines furent autant employées à fabriquer les machines qu'à produire le fil de coton, et que les ouvriers employés dans les fabriques de machines, face à des engins extrêmement perfectionnés, ne purent plus jouer que le rôle de machines tout à fait rudimentaires.

Mais à la place de l'homme chassé par la machine, la fabrique occupe peut-être *trois enfants et une femme*! Or, le *salaire** de l'homme ne devrait-il pas être suffisant pour les trois enfants et la femme? Le minimum du salaire ne devrait-il pas suffire à entretenir et augmenter la race? Que prouve donc cette façon de s'exprimer chère aux bourgeois? Rien d'autre que ceci: quatre fois plus d'existences ouvrières

qu'autrefois se consomment pour gagner le *salaire** d'une seule famille ouvrière.

Résumons-nous: *Plus la division du travail et l'emploi du machinisme prennent d'extension, plus le capital producteur s'accroît; plus la division du travail et l'emploi du machinisme prennent d'extension, plus la concurrence gagne parmi les ouvriers et plus leur salaire* se resserre.*

Ajoutons encore que la classe ouvrière se recrute *dans les couches supérieures de la société*. Il s'y précipite une masse de petits industriels et de petits rentiers qui n'ont rien de plus pressé que de lever les bras à côté de ceux des ouvriers. C'est ainsi que la forêt des bras qui se lèvent pour demander du travail se fait de plus en plus épaisse et les bras eux-mêmes de plus en plus maigres.

Il est de toute évidence que le petit industriel ne peut pas résister dans une guerre dont une des conditions premières est de produire à une échelle toujours plus grande, c'est-à-dire d'être un gros et non point un petit industriel.

Que l'intérêt du capital diminue au fur et à mesure que la masse et le nombre des capitaux augmentent, que le capital s'accroît, que par conséquent le petit rentier ne peut plus vivre de sa rente, qu'il lui faut par conséquent se rejeter sur l'industrie, c'est-à-dire aider à grossir les rangs des petits industriels et de cette façon les candidats au prolétariat, tout cela n'a pas besoin de plus ample explication.

Au fur et à mesure enfin que les capitalistes sont contraints par le mouvement décrit plus haut d'exploiter à une échelle plus grande les moyens de production gigantesques déjà existants, et, dans ce but, de mettre en action tous les ressorts du crédit, les tremblements de terre — au cours desquels le monde commercial ne se maintient qu'en sacrifiant aux dieux des Enfers une partie de la richesse, des produits et même des forces de production — deviennent plus nombreux, en un mot, les *crises* augmentent. Elles deviennent de plus en plus fréquentes et de plus en plus violentes déjà du fait que, au fur et à mesure que la masse des produits et, par conséquent, le besoin de marchés élargis s'accroissent, le marché mondial se rétrécit de plus en plus et qu'il reste de moins en moins de marchés à exploiter, car chaque crise antérieure a soumis au commerce mondial un marché non conquis jusque-là ou exploité de façon encore superficielle par le commerce. Mais le capital ne vit pas seulement du travail. Maître

à la fois distingué et barbare, il entraîne dans sa tombe les cadavres de ses esclaves, des hécatombes entières d'ouvriers qui sombrent dans les crises. Ainsi, nous voyons que lorsque le *capital s'accroît rapidement, la concurrence entre les ouvriers s'accroît de manière infiniment plus rapide, c'est-à-dire que les moyens d'occupation, les moyens de subsistance pour la classe ouvrière diminuent proportionnellement d'autant plus et que, néanmoins, l'accroissement rapide du capital est la condition la plus favorable pour le travail salarié.*

(à suivre)

n° 269 du 11 avril 1849